

Service environnement - Services vétérinaires  
22 Avenue Doyen Louis Weil  
38028 Grenoble Cedex 1

Grenoble, le 06/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SICORBIAA**

Abattoir de La Mure  
ZI du Marais  
38350 La Mure

Références : Références : DDPP38-24 05343  
Code AIOT : 0053800283

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement SICORBIAA implanté Abattoir de La Mure ZI du Marais 38350 La Mure. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du respect du délai de mise en oeuvre de la rétention incendie du site dans les délais mentionnés à l'article 2.5.1.5 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-SE-2023-06-06 du 23 juin 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICORBIAA
- Abattoir de La Mure ZI du Marais 38350 La Mure
- Code AIOT : 0053800283
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'abattoir existe depuis 1997. Il fonctionne essentiellement avec de la vente directe. Il emploie 6 salariés (y compris le directeur) auquel il faut ajouter 5 personnes qui travaillent sur le site mais sont employées par une société de service. L'abattoir fonctionne 5 jours / semaine : 1 jour est dédié à l'abattage et les 4 autres jours sont dédiés à la découpe. Le site fonctionne 200 jours par an environ (fermé le week-end, les jours fériés et 15 jours en plus pour cause d'abattage insuffisant).

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prélèvement de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Caractéristiques de rejets externes	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.1.5.3	Demande d'action corrective	1 mois
5	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.5.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'a pas démarré les travaux de confinement des eaux d'extinction incendie malgré un délai de mise en œuvre au 23 juin 2024 (article 2.5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2023). Un rappel de ce délai avait été effectué lors de l'inspection du 31 octobre 2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvement de la ressource en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation en eau du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse.</p> <p>Les prélèvements d'eau, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes. L'eau consommée sur le site provient exclusivement du réseau d'adduction public. La consommation d'eau journalière sera en moyenne de 12 m<sup>3</sup> /j et ne dépassera pas 15 m<sup>3</sup>/j en pointe. La consommation d'eau sera au maximum de 3 100 m<sup>3</sup> /an.</p> <p>Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 15 : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>

**Non conforme :**

La consommation en eau du site n'est pas relevée hebdomadairement. Un compteur d'eau pour un relevé automatique a été acheté par l'exploitant mais n'a pas été installé.

La consommation en eau du site est toujours relevé via les factures d'eau.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le compteur pour les télé-relevés doit être installé par l'exploitant dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Caractéristiques de rejets externes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité des effluents aqueux

**Prescription contrôlée :**

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous :

Paramètres	Valeurs limites
Volume de rejet : 18 m <sup>3</sup> /j	
PH compris entre 5,5 et 8,5	
MES (1305)	600 mg/jour
DCO (1314)	4 287 mg/j
DBO5	2143 mg/L
NTK (1319)	286 mg/L
Pt (1350)	22 mg/l

Les eaux pluviales respecteront les valeurs limites suivantes avant rejet dans le réseau collectif :

Paramètres	Valeur limite (mg/L)
MES	35
DCO	125
Hydrocarbures	10

Le débourbeur séparateur à hydrocarbures sera régulièrement vidangé et curé (au moins une fois par an) par un prestataire spécialisé qui évacue les boues à traiter vers une filière spécialisée.

**Constats :****Conforme :**

L'exploitant a fait des analyses des rejets aqueux les 12 et 13 décembre 2023 pour les ateliers de découpes et d'abattage. Les analyses sont conformes.

<b>Non conforme :</b> Les analyses des eaux pluviales n'ont pas été réalisées.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit faire réaliser une analyse de ses eaux pluviales dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.3.3.2			
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des fréquences d'analyses			
Prescription contrôlée :  L'exploitant réalise les contrôles suivants, à la fréquence mentionnée. Les résultats sont incrémentés dans l'application GIDAF.			
Point de rejet	Paramètres	type de suivi	fréquence de mesure
Abattoirs, sortie de pré-traitement	débit, T°, pH, MES, DCO, DBO5, NTK, PT	24h	trimestrielle
	Autres substances		annuelle
Découpe, sortie du déboureur	débit, T°, pH, MES, DCO, DBO5, NTK, PT	24h	trimestrielle
	Autres substances		annuelle

Constats :

**Non conforme :**

Sur l'année 2023, une seule série d'analyses a été effectuée par l'exploitant, celle des 12 et 13 décembre 2023 (cf. point de contrôle ci-avant). Les autres substances mentionnées dans la convention de déversement du 5 novembre 2013 n'ont pas été analysées en 2023 ni en 2022 (cf. article 2.2.5 de l'annexe 1 de l'autorisation de déversement).

Les résultats d'analyses ne sont pas rentrés dans GIDAF car l'exploitant n'a pas de compte créé sur cette exploitation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 3 mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant doit réaliser les analyses des autres substances mentionnées dans la convention de déversement (art. 2.2.5).

L'inspection doit mettre en place le cadre de surveillance dans GIDAF afin que l'exploitant puisse enregistrer les résultats de ses analyses sur les rejets aqueux. L'exploitant quant à lui doit :

- se créer un droit d'accès à Cerbere à l'adresse suivante : <https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/authSAML/moncompte/creation/demande.do>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• aller sur l'application GIDAF et accéder au formulaire à renseigner : <a href="https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr">https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr</a></li> </ul>
<b>Observation :</b>  L'inspection souhaite alerter l'exploitant sur la caducité de sa convention de déversement. Il peut demander le renouvellement de cette dernière par courrier au Syndicat Intercommunal de la Jonche, conformément à l'article 5 de l'autorisation de déversement du 5/11/2013.  Une copie du courrier doit être adressé à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.1.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.[...]
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> Le contrôle des installations électriques a été effectué le 9 février 2024. 5 observations ont été formulées dont une observation récurrence depuis 2020. Lors du dernier contrôle et selon les dires de l'exploitant, l'électricien effectuant les réparations électriques du site était également présent le jour du contrôle des installations électriques.  <b>Non conforme :</b> La non-conformité électrique mentionnée ci-avant a déjà été signalée une première fois le 30 juin 2020 (protection des personnes contre les électrocutions dans l'armoire chaud/froid du local TGBT) sans qu'aucune réparation n'ait été effectuée depuis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Dans un délai de 1 mois à compter de la réception du présent rapport, l'exploitant doit faire réparer l'armoire chaud/froid du local TGBT pour éviter toute électrocution de son personnel. Une preuve de réalisation des travaux sera à adresser à l'inspection (copie de la facture par exemple).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/06/2023, article 2.5.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction incendie

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le confinement des eaux d'incendie d'un volume disponible en permanence de 211 m<sup>3</sup>, est réalisé en utilisant des vannes guillotines sur les canalisations et en faisant déborder le trop plein vers une bâche souple de manière à ce qu'il n'y ait pas plus de 20 cm de hauteur d'eau dans les cours et en s'assurant de l'étanchéité de celles-ci.</p> <p>Les travaux de réalisation de la rétention incendie (installation des vannes guillotines et de la bâche souple) doivent être finalisés au plus tard 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non conforme :</b></p> <p>Aucun travaux permettant le confinement des eaux d'extinction incendie n'a été effectué depuis la dernière inspection du 31 octobre 2023. Une seconde étude a été réalisée courant 2024, sur une nouvelle localisation de cette rétention (en point bas du site en lieu et place d'une localisation à l'arrière de l'abattoir). Le coût d'installation sont similaires dans les deux cas.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est mis en demeure de réaliser la rétention incendie dans un délai d'un an à compter de la publication de l'arrêté de mise en demeure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>